Les constructeurs automobiles américains mit au pas et au vert

Incroyable et impensable décision des autorités américaines face aux constructeurs automobiles américains. Il n'y a que quelques mois encore les constructeurs et leurs puissants lobbys faisaient la loi à Washington reculant toutes régulations sur les émissions de CO2 de leur nouveau véhicule.

Barack Obama a détaillé mardi un plan de réduction drastique de la consommation de carburant des automobiles aux États-Unis. "Pour la première fois de l'histoire, nous avons mis en branle une politique visant à la fois à améliorer la consommation au litre et à réduire les émissions de gaz à effet de serre" des voitures particulières et des pick-ups vendus aux Etats-Unis. Le statu quo n'est plus acceptable. Nous n'avons que peu agi depuis des décennies sur l'amélioration de l'efficacité énergétique des voitures et des camions en Amérique", a dis le président américain.

Indépendance du pétrole en ligne de mire

Le plan prévoit que d'ici 2016, les voitures particulières ne devront pas dépasser en moyenne une consommation d'un gallon (3,785 litres) pour 35,5 miles (56,8 km), soit environ 6,6 litres aux cent kilomètres. Le but est d'économiser 1,8 milliard de barils de pétrole afin de réduire la dépendance des Etats-Unis vis-à-vis du pétrole étranger.

La réduction de la consommation des voitures neuves sera progressive, de l'ordre de 5% par an à compter de 2012.

Moins de CO2
Le programme doit permettre d'économiser 1,8 milliard de barils de pétrole et de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 900 millions de tonnes, ce qui revient à retirer des routes 177 millions de voitures ou à fermer 194 centrales au charbon.

Situation en Europe

Le lobby des constructeurs européens (surtout allemands) a quant à lui réussi à convaincre le parlement et la commission européenne de ne pas privilégier une réduction sensible des émissions de CO2 pour les nouveaux véhicules.

Les constructeurs ont ainsi réussi à repousser à 2015 et à diluer les effets contraignants des

quelques timides exigences en vue de réduire les émissions de CO_2. À l'époque, cet accord présenté comme un pas historique par le président Sarkozy, est bien pâle par rapport aux nouvelles exigences et ambitions américaines dans la production de voitures moins polluantes.